N°. 69.   1812.

JOURNAL DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHIN.

SAMEDI, le 29 Août.

EMPIRE FRANÇAIS.

ARRÊTÉ.

Le préfet du département des Bouches du Rhin, Baron de l'Empire, chevalier de la légion d'honneur,

Vu les lois et réglemens sur la police de la chasse;

Vu le décret impérial du 4 mai dernier;

Vu la loi du 30 avril 1790.

Considérant qu'à l'époque à laquelle la chasse va être ouverte, il est urgent de rappeller aux habitans de ce département les obligations que les lois leur imposent à cet égard, et de réprimer différens abus résultant du défaut de connaissance des réglemens sur la chasse. ARRÊTE:

Art. 1. L'ouverture de la chasse dans toute l'étendue du département des Bouches du Rhin, est fixée au quinze septembre prochain.

2. Il est expressement défendu à tout individu quelconque de chasser, même sur ses propriétés, sans être muni d'un permis de port d'armes de chasse. Les individus qui seraient convaincus de contraventions aux dispositions de cet article, seront poursuivis et punis conformément au décret impérial du 4 mai dernier, lequel sera imprimé à la suite du présent arrêté.

3. Le permis de port d'armes de chasse ne donne point à l'individu qui en est muni, le droit de chasser sur les propriétés d'autrui, non plus que sur les terreins communaux. Il est expressément défendu à toute personne de chasser, en quelque tems et de quelque manière que ce soit, sur le terrein d'autrui, sans son consentement, à peine de vingt francs d'amende envers la commune du lieu, et d'une indemnité de dix francs envers le propriétaire des fruit, sans préjudice de plus grands dommages-intérêts s'il y a lieu. (*Loi du 28 — 30 Avril 1790 Art. 1.*)

4. Lorsque le terrein sur lequel un individu aura été trouvé chassant sans la permission du propriétaire, est clos de murs ou haies, l'amende à payer par les contrevenans sera de trente francs, et l'indemnité au profit du propriétaire, de quinze francs. Si le terrein clos tient immédiatement à une habitation, l'amende sera de quarante francs et l'indemnité de vingt francs. Le tout nonobstant les poursuites relatives au viol des clôtures, et à la sureté des citoyens. (*Même Loi, Art. 2.*)

5. Chacune des peines mentionnées aux articles 3 et 4 ci-dessus, sera doublée, triplée, quadruplée etc. pour chaque récidive dans la même année. (*Même Loi, Art. 3.*)

6. Les contraventions aux dispositions ci-dessus seront portées au tribunal compétent qui, suivant la nature du délit, prononcera l'application des peines.

Les amendes et indemnités prononcées de ce chef, devront être payées dans la huitaine après la signification du jugement, à peine de contrainte par corps pendant vingt-quatre heures pour la première fois, huit jours pour la seconde, et pour toutes les autres pendant trois mois. (*Même Loi, Art. 4.*)

Les armes seront confisquées, sans néanmoins que les gardes puissent désarmer les chasseurs. (*Même Loi. Art. 5.*)

7. Les pères et mères sont responsables des délits en matière de contravention aux réglemens sur la chasse, qui seraient commis par leurs enfans mineurs de vingt ans, non mariés et domiciliés avec eux; ils ne pourront néanmoins être contraints par corps pour fait de cette responsabilité. (*Même loi, Art. 6.*)

8. Il sera loisible à tout propriétaire de tenir, à ses frais, un ou plusieurs gardes chargés de veiller à la conser-

ZATURDAG, den 29 Augustus.

FRANSCH KEIZERRIJK.

ARRÊTÉ.

De prefekt van het departement der Bouches du Rhin, rijksbaron, ridder van het legioen van eer.

Gezien het keizerlijk decreet van den 4 mei l.l.

Gezien de wet van den 30 april 1790.

Overwegende dat met het tijdstip waarop de jagt geopend zal worden, het van gewigt is de inwoonders van dit departement te herinneren aan de verpligting, welke de wetten ten dezen hen opleggen en verscheide plaats hebbende misbruiken uit de onkunde dier wetten oorspronkelijk, tegen te gaan.

ARRESTEERT:

Art. 1. De opening van de jagt door het geheele departement der Bouches du Rhin is bepaald op den 15 september aanstaande.

2. Het is aan elk individu verboden, om zelfs op zijn eigen grond te jagen, zonder van een behoorlijk permis de port d'armes voorzien te zyn. Degene welke men bevind strijdig met dit artikel gehandelt te hebben, zullen worden agtervolgt en gestraft overeenkomstig de bepalingen van het keizerlijk decreet van den 4 mei l.l., het welk bij dit arrêté gedrukt zal worden.

3. Het *permis de porte d'armes*, geeft aan den houder het regt niet om op een anderen grond of op die van de gemeente te kunnen jagen. Het is uitdrukkelijk aan elk individu verboden om op eenen anderen grond, op welk een tijd en wijze zulks ook zijn moge, te jagen buiten zijne toestemming, op eene straffe van 20 fr. boete ten behoeve der plaatselijke gemeente, en van eene indemniteit van 10 francs ten behoeve van den eigenaar der vrugten, onverminderd meer grootere schadeloosstellingen, indien er termen voor zijn.

4. Wanneer een stuk grond, waarop men iemand jagende bevonden heeft buiten toestemming des grondeigenaars, met muren of heggen omringd is, zal de boete door den overtreder te betalen dertig en de schadeloosstelling ten voordeele van den eigenaar vijftien francs groot zijn. Indien het afgesloten stuk gronds onmiddelijk bij een woonhuizinge behoort, zal de boete veertig en de indemniteit twintig francs bedragen, alles onverminderd de poursuites met betrekking tot het schenden der schuttingen en der zekerheid der burgers.

5. Elke der gementioneerde straffen in art. 3 en 4 hier boven genoemd, zal twee, drie en viervoudig vermeerdert worden, voor elke andermalige herhaling in een en hetzelfde jaar.

6. De contraventies van voorschreve artikelen zullen voor de regtbank dien zulks competeerd, welke naar gelang van den aard der misdaden over de toepassing der straf uitspraak doen of dezelve refereren aan de competente regtbanken.

De opgelegde boeten en schavergoedingen moeten binnen den tijd van agt dagen, na de insinuatie van het vonnis, betaald worden, op straffe van corporeel te zullen worden in hegtenis gesteld voor den tijd van 24 uren de eerstemaal, agt dagen voor de tweede maal en drie maanden voor alle andere keren.

De geweeren zullen daarbij worden verbeurd verklaard, zonder dat nogtans de wagters regt zullen hebben, om dezelve den jagers te ontnemen.

7. De vaders en moeders zijn verandwoordelijk voor de misdaden, in zaken van contraventie tegen de reglementen van de jagt, door hunne minderjarige kinderen van 20 jaren oud begaan, indien dezelve ongehuwd zijn en bij hen inwonen. Zij kunnen egter voor zaken van deze natuur niet bij den lijve aangetast worden.

8. Het zal aan ieder eigenaar vrijstaan om ten zijnen koste een of meerdere wagter te houden om het opzigt over zijne

vation de ses propriétés et de la chasse sur son terrein. Les individus qui seraient destinés par les propriétaires aux fonctions de gardes, seront présentés par eux au maire de la commune, qui sollicitera en leur faveur une commission auprès du sous-préfet de l'arrondissement. Les commissions délivrées aux gardes particuliers, seront enregistrées au bureau de la justice de paix du canton, où les gardes seront tenus de prêter le serment prescrit par les lois.

9. Les délits concernant la chasse, qui sont prévus dans les articles ci-dessus, seront constatés par des procès-verbaux des gardes champêtres communaux et particuliers, gardes de chasse, gendarmes et autres officiers de police quelconque, et affirmés dans les vingt quatre heures. Ils seront crus jusqu'à la preuve du contraire. La déposition de deux témoins pourra suppléer à ces procès-verbaux. (*Même Loi, Art. 8, 9, 10 et 11.*)

10. Il est défendu à qui que ce soit de lâcher des chiens levriers sur les propriétés d'autrui ou sur les propriétés communales. Les chiens de cette race qui seraient trouvés chassant, sans arrêts ou éloignés de leurs maîtres, pourront être tués.

11. La chasse sur les terreins communaux pourra être affermée au profit de la caisse communale. Les maires des communes qui voudront profiter de cette faculté, devront soumettre à notre approbation, par l'intermédiaire de leur sous-préfet, le cahier des charges de cette adjudication.

12. Tous les cas non-prévus dans le présent arrêté, seront jugés conformément aux dispositions de la loi du 28 — 30 avril 1790.

13. Le présent arrêté sera inséré dans les journaux. Il sera en outre publié dans toutes les communes du département, à la diligence des sous-préfets et des maires. Il en sera adressé une ampliation à monsieur le commandant de la gendarmerie, pour qu'il donne à ses subordonnés les ordres nécessaires pour concourir à son exécution. Les gardes champêtres seront tenus, à peine de destitution, d'exercer une surveillance particulière sur les permis de ports d'armes et sur la police de la chasse.

A Bois-le-Duc le 27 août 1812.

(*Signé*) FREMIN DE BEAUMONT.

Au palais de Saint Cloud, le 4 Mai 1812.

NAPOLÉON, Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, Médiateur de la confédération Suisse, etc. etc. etc.

Sur le rapport de notre grand-juge ministre de la justice;

Notre Conseil d'état entendu;

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

Art. 1. Quiconque sera trouvé chassant, et ne justifiant point d'un permis de port d'armes de chasse, délivré conformément à notre décret du 11 juillet 1810, sera traduit devant le tribunal de police correctionnelle, et puni d'une amende qui ne pourra être moindre de trente francs, ni excéder soixante francs.

2. En cas de récidive, l'amende sera de soixante francs au moins, et de deux cents francs au plus. Le tribunal pourra, en outre, prononcer un emprisonnement de six jours à un mois.

3. Dans tous les cas, il y aura lieu à la confiscation des armes; et, si elles n'ont pas été saisies, le délinquant sera condamné à les rapporter au greffe ou à en payer la valeur, suivant la fixation qui en sera faite par le jugement, sans que cette fixation puisse être au-dessous de cinquante francs.

4. Seront, au surplus, exécutées les dispositions de la loi du 30 avril 1790 concernant la chasse, laquelle loi sera publiée dans les départemens où elle ne l'a pas encore été.

5. Notre grand-juge ministre de la justice, et notre ministre de la police générale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

(*Signé*) NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

Le Ministre Secrétaire d'état

(*Signé*) Le Comte DARU.

grondeigendommen en de jagt op dezelve te houden. De individus door de grondeigenaars daartoe te bestemmen, zullen door hun aan de maire van de gemeente voorgesteld worden; welke ten hunnen voordeele eene akte van aanstelling bij den sous-prefekt van het arrondissement zullen verzoeken. De aktes aan de particuliere wagters afgegeven zullen op het bureau van het vredegeregt van het kanton geenregistreerd worden, alwaar de wagters den eed zullen moeten afleggen door de wetten voorgeschreven.

9. De misdaden betrekkelijk de jagt die voorzien zijn in de bovenstaande artikelen, zullen door proces-verbalen van de gemeentes en particuliere boschwagters, mitsgaders door de jagtoppassers, gendarmes en andere officieren van politie hoe ook genaamd, geconstateerd en binnen 24 uren geconfirmeerd worden. Zij zullen daarin tot dat het tegendeel bewezen is geloofd worden.

Het getuigschrift van twee personen kan een proces-verbaal vervangen.

10. Het is aan een ieder wie het ook zij verboden, om zijne windhonden op een anders eigendom of die van de gemeente plos te laten lopen. De honden van dit ras welke men onvastgebonden of van hunne meesters verwijdert ziet lopen, kunnen vrij dood geslagen worden.

11. De jagt op de gemeentes gronden zal ten voordeele der gemeenteskas verpagt mogen worden. De maires welke van deze vrijheid gebruik willen maken, moeten de condition van dien door den sous-prefekt aan de goedkeuring van den prefekt doen onderwerpen.

12. Alle zoodanige gevallen waarin niet voorzien is bij dit tegenwoordig arrêté, zullen overeenkomstig de bepaling der wet van den 28 en 30 april 1790, geoordeelt worden.

13. Het tegenwoordig arrêté zal in de journalen worden geinsereerd; het zal daarenboven in alle gemeenten van het departement door de maires worden afgekondigd. Er zal eene ampliatie worden geadresseerd aan mijn heer de commandant van de gendarmerie, ten einde aan zijne gesubordonneerden de nodige orders te geven ter uitvoering van dien. De veldwagters zullen op straf van ontzetting uit hunnen post verpligt zijn, eene bezondere toezigt over de *permis de port d'armes* en over de politie van de jagt te houden.

's Hertogenbosch den [illegible] Augustus 1812.

(*Geteekend*) FREMIN DE BEAUMONT.

In het paleis te St. Cloud, den 4 Mei 1812.

NAPOLEON, Keizer der Franschen, Koning van Italien, Beschermer van het Rijnverbond, Bemiddelaar van het Zwitsersch Bondgenootschap.

Op het rapport van onzen grootregter minister van justitie; B. no. 434.

Onzen staatsraad gehoord;

Hebben wij gedecreteerd en decreteren als volgt:

Art. 1. Alwie bevonden word te jagen zonder deszelfs *permis de port d'armes*, afgegeven na luid van ons decreet van den 11 julij 1810, te kunnen vertonen, zal aan de regtbank van correctionele politie overgeleverd en gestraft worden met eene boete die niet minder dan 30 en niet hoger dan 60 francs zijn mag.

2. Bij andermalige herhaling zal de boete niet minder dan 60 francs en niet hoger dan 200 francs zijn mogen. De regtbank zal daarenboven eene gevangenis van 6 dagen tot een maand, toe mogen uitspreken.

3. In alle gevallen zullen de geweeren kunnen geconfiskeerd worden; en indien zij niet afgenomen zijn, zal den delinquant veroordeelt worden om ze op de griffie te bezorgen of er de waarde van te voldoen volgens de begroting die er van geschieden zal bij het vonnis, zonder dat dezelve beneden de 50 francs gaan mag.

4. De bepalingen van de wet van den 30 april 1790 over de jagt, zullen mede ten uitvoer gesteld worden; zullende deze wet in de departementen, waar dezelve zulks nog niet geschied is, worden bekend gemaakt.

5. Onze grootregter minister van justitie en onze minister van algemeene politie zijn belast, een ieder voor zoo ver hem aangaat, met de uitvoering van het tegenwoordig decreet, het welk in het bulletin der wetten zal geinsereerd worden.

(*Geteekend*) NAPOLEON.

Van wege den Keizer,

De minister secretaris van staat,

(*Geteekend*) De graaf DARU.

S. Exc. Monseigneur le ministre des manufactures et du commerce vient d'accorder à Mr. *Poret Lacouture*, sous le n°. 316, une licence pour établir une fabrique de sucre de betteraves à Bois-le-Duc.

L'auditeur au conseil d'état, sous-préfet de l'arrondissement de Bois-le-Duc, invite MM. les maires de son arrondissement à lui faire parvenir régulièrement dans les cinq premiers jours de chaque mois les procès verbaux de vérification de caisse des percepteurs de leurs revenus communaux.

Il invite aussi les maires qui seraient en retard de lui faire parvenir le plus promptement possible les comptes de leur communes de l'année 1811, en se conformant pour leur rédaction à la circulaire du 20 mai, dernier à laquelle étaient jointes les instructions ainsi que les imprimés nécessaires à la formation de ces comptes.

La commission chargée de l'administration des revenus de la fabrique de l'église cathédrale de Bois-le-Duc ayant résolu de faire reconstruire à neuf le pavé de cette église, invite les familles qui étaient propriétaires des caveaux de sépultures qui y existent, à faire retirer avant le 15 septembre prochain, les monumens et les pierres qui couvrent ces sépultures. Elles devront s'adresser, avant l'époque susdite, à la commission des fabriques, et payer une légère rétribution pour le remplacement du vide que l'enlevement de ces pierres sépulchrales laissera dans le pavé. Passé le 15 septembre prochain, aucune réclamation ne sera admise, et les monumens des sépultures seront vendus au profit de la fabrique, comme partie intégrante des débris du pavé.

On fait savoir qu'en vertu des Décrets des 20 Août 1811 et 17 Mars 1812, en la salle d'audience de la préfecture du Département des Bouches du Rhin, en la ville de Bois-le-Duc, il sera procédé, à la requête du Directeur de l'Enregistrement et des Domaines, devant Monsieur le Préfet, le 17 Août 1812, à la première séance d'enchères, pour parvenir à la vente et adjudication définitive des Dîmes désignées, et situées comme il suit, laquelle adjudication définitive, aura lieu les 31 Août, 1 et 2 Septembre et les Lundi, Mardi et Mercredi de chaque semaine, à dix heures très précises.

BOHÊME.

PRAGUE, le 10 Août.

Il est difficile de concevoir comment l'évacuation par les russes des plus riches provinces de leur empire, a pu entrer dans leur plan de campagne. Quoi qu'il en soit, on cherche vainement à deviner comment, après d'aussi longs préparatifs, les dispositions pour la retraite de leur armée n'ont pas été mieux prises et mieux combinées, et comment ils ont pu perdre de vue la rapidité des manœuvres de l'Empereur Napoléon. Ce qui se passe prouve que les généraux russes, déconcertés, se sont entièrement abandonnés au hasard.

(*Journal de Paris.*)

ANGLETERRE.

LONDRES, le 16 Août.

Des lettres venant de la baltique, nous annoncent un événement bien affligeant, qui s'est passé à Riga le 25 juillet. La garnison de la ville était forte d'environ 17,000 hommes; lorsque, dans la crainte d'une visite de la part de l'ennemi, il fut résolu de démolir les faubourgs. Dans la nuit du 25, on sonna l'alarme et l'on donna au gouverneur l'avis de l'arrivée de l'ennemi à quelque distance de la ville. La garnison a été sur-le-champ mise sous les armes, et l'ordre a été donné de commencer la destruction des faubourgs. On a mis le feu à la partie qui devoit être démolie; mais les flammes s'élevèrent avec une telle violence, et se répandirent avec une telle rapidité, qu'outre les faubourgs environ 200 maisons de la ville ont été détruites. Près de 1500 personnes ont péri dans cette catastrophe.

(*Journal de l'Empire.*)

LOTERIE IMPÉRIALE DE FRANCE.

TIRAGE DE PARIS, du 25 Août 1812.

8. - 9. - 66. - 49. - 52.

Z. E. monseigneur de minister van manufacturen en koophandel heeft aan den heer *Poret Lacouture* eene licence onder no. 306 tot het oprigten van eene Suiker Fabriek van Mangelwortelen te 's Hertogenbosch, verleend.

Den auditeur bij den staatsraad, sous-prefekt van het arrondissement van 's Hertogenbosch, verzoekt de heren maires van deszelfs arrondissement, om hem regelmatig binnen de de 5 eerste dagen van elke maand de proces-verbalen van het opnemen der gemeentes percepteurs-kassen in te zenden.

Hij verzoekt eveneens de maires, die zich ten agteren bevinden, om hem en zulks met den meesten spoed de rekeningen hunner gemeentes over den jare 1811 te doen toekomen, en zich daar in te gedragen na de circulaire van den 20 mei l.l., waarbij de nodige instructien en de gedrukte modellen tot rigtsnoer dienende, gevoegd waren.

De commissie belast met de administratie der inkomsten van de Fabriek der Cathedrale Kerk van 's Hertogenbosch, besloten hebbende eene geheele nieuwe vloer in deze genoemde kerk te doen leggen, noodigt de familien uit, welke eigenaars zijn van de aldaar zich bevindende grafkelders, om voor den 15 september aanstaande de monumenten en zerken welke over de graven gedekt zijn, te doen weghalen. Voor dat tijdstip behoren dezelve zich bij de commissie der kerken-fabrieken te vervoegen, ten einde eene geringe contributie te betalen ter aanvulling van het ledige, hetwelk het wegnemen dier grafsteenen zal veroorzaken. Die tijd hierboven gemeld verstreken zijnde, zal geene aanvraag meer worden aangenomen, en de oude grafsteenen, en monumenten dan nog overig blyvende, zullen ten profijten der fabriek, als een deel van de oude bevloering uitmakende, verkogt worden.

Den 17 Augustus 1812, zal te 's Hertogenbosch in de Audientie-zaal der Prefekture van het Departement der Bouches du Rhin, ten verzoeke van den Directeur van het Enregistrement en der Domeinen, en ingevolge de decreten van den 20 Augustus 1811 en 17 Maart 1812, ten overstaan van den heer Prefekt, worden overgegaan tot het ontvangen der eerste Opbiedingen voor de Verkooping der Tienden, uitgedrukt en gelegen als volgt, waarvan de finale Verkooping zal plaats hebben den 31 Augustus en 1 en 2 September, en op de Maan- Dings- en Woensdagen van elke week, des voormiddags ten tien uren precies.

BOHEMEN.

PRAAG, den 10 Augustus.

Het is moeijelijk te begrijpen hoe de russen het plan hebben kunnen maken om de rijkste provintien die aan hun keizerijk behoren te ontruimen, wat er van zij, men zoekt te vergeefsch op te lossen, hoe naar zoo langen tijd gehad te hebben om voorbereidselen te kunnen maken, de plans tot aftogt voor hunne armee niet beter overlegd en in verband genomen zijn, en hoe zij de gezwindheid der manoeuvres van de fransche armée uit het oog hebben kunnen verliezen; al wat er gebeurd is een bewijs, dat de russische generaals in hunne plans verijdeld geworden zijnde en niet meer wetende wat te doen, hunne zaak geheel op het hasard hebben laten aankomen.

(*Journal de Paris.*)

ENGELAND.

LONDEN, den 16 Augustus.

Brieven uit de Oost-Zee melden ons eene zeer droevige gebeurtenis te Riga den 25 julij voorgevallen. Het garnisoen der stad bestond uit circa 17,000 man, toen men uit vrees voor de aankomst van den vijand besloot de voorsteden te slegten. In den nagt van den 25 rook men de alarmklok, en men gaf de gouverneur van de stad berigt dat de vijand op een kleinen afstand van de stad genaderd was. Het garnisoen kwam oogenblikkelijk in de wapenen en het bevel wierd gegeven om met de slegting der voorsteden een begin te maken. Men stak het gedeelte der voorsteden, dat verwoest moest worden, in den brand, dog de vlammen verhieven zich met zulk een geweld en verspreiden zich met zulk eenen spoed, dat er buiten de voorsteden nog 200 huizen van de stad zijn afgebrand. Er zijn omtrent 1500 zielen in dien brand ongelukkig omgekomen

(*Journal de l'Empire.*)

FRANSCH KEIZERLIJKE LOTERIJE.

TREKKING TE PARIJS, van den 25 Augustus 1812.

8. - 9. - 66. - 49. - 52.

. Aujourd'hui, est décédé à l'âge de 70 ans, 3 mois et 11 jours, après une maladie de très peu de jours, notre très cher père JEAN ADRIEN VAN MEURS, en son vivant Notaire Impérial.

Nous donnons par cette voie ordinaire connaissance de cette perte douloureuse à nos proches Parens et Amis; persuadés de toute la part qu'ils prennent à notre affliction, nous prions d'être excusés de lettres de condoléance.

Tilbourg, le 21 Août 1812.

J. A. VAN MEURS.

Pareillement au nom de mes Frère et beau Frère.

. Aujourd'hui, est décédée dans ma maison de campagne dite *Buitenzorg*, située sur le territoire de Soeterwoude, ma chère belle mère, dame MARGUERITE JACOBE SMITS, veuve de feu le Professeur JEAN BON, à l'âge d'au-delà de 75 ans.

F. J. GALLE, *Juge de Paix*.

. Aujourd'hui est décédée ma chere épouse JEANNE FRANÇOISE BEKKERS, après une maladie de quatre mois, à l'âge d'au-delà de 58 ans. Cette perte est très sensible, tant pour moi que pour mes six enfans. J'en donne connaissance à mes amis et proches parens, en les priant de m'excuser de lettres de condoléance.

Bois-le-Duc, le 25 Août 1812.

J. A. NUYTS.

. Le Maire de la ville de Bois-le-Duc prévient le public qu'il sera procédé en l'hotel de ville vendredi le 11 septembre 1812, à onze heures du matin, à l'adjudication provisoire au rabais par voie de soumissions, de la construction *de trottoirs en briques* le long de quelques rues de la ville, pour la saison de 1812. L'adjudication définitive aura lieu mardi le 15 septembre 1812, à onze heures du matin, en l'hôtel de ville.

L'on pourra prendre connaissance du cahier des charges au secrétariat de la mairie, où il est déposé.

. Le Maire de la ville de Bois-le-Duc prévient le public, qu'il sera procédé en l'hôtel de ville, samedi le 12 septembre 1812, à onze heures du matin, à l'adjudication provisoire au rabais par voie de soumissions, de la fourniture de trente six muids des *Chaux grumelée*, dite de Liège. L'adjudication définitive aura lieu mercredi le 16 septembre 1812, à onze heures du matin, en l'hôtel de ville.

L'on pourra prendre connaissance du cahier des charges au secrétariat de la Mairie où il est déposé.

. Les Libraires *D. Noman et Fils*, feront vendre Mardi le 8 Septembre 1812 et 4 jours de suite, l'après midi à 2 heures à leur maison, un grand assortissement de LIVRES, Latins, Français et Hollandais, des Cartes et Tableaux, tous bien reliés, provenant de feu Monsieur ISAAC BLES, en son vivant Secrétaire de Tilbourg et Goirle et de feu Monsieur R. APELDOORN, en son vivant Ministre de Waalre et Aalst.

Second Catalogue, contenant une Bibliothèque, un Cabinet d'Insectes, des Curiosités et des Tablettes, appartenant à feu Monsieur B. BRUYST Ministre à St. Michielsgestel.

On peut se procurer le Catalogue chez le dit Libraire, en payant 18 centimes pour le timbre.

. Heden overleed alhier in den ouderdom van 70 Jaren, 3 Maanden en 11 Dagen, na eene kortſtondige ziekten van ſlechts weinige dagen, onzen teergeliefden Vader JOHAN ADRIAAN VAN MEURS in leven Keizerlijke Notaris.

Wij geven, op deze gebruikelijke wijze, van dit voor ons ſmartelijk verlies, aan Naastbeſtaanden en Vrienden kennis, en houden ons; ook zonder brieven van rouwbeklag, van hunne deelneming overtuigd.

Tilburg den 21 *Augustus* 1812.

J. A. VAN MEURS.

Mede namens mijne Broeder en behuwd Broeder.

. Heden den 22 Augustus 1812, overleed ten mijnen huize, op de Buitenplaats *Buiten-zorg* onder Soeterwoude, mijne waarde Schoonmoeder, Vrouwe MARGARETHA JACOBA SMITS, weduwe van den Heere Profeſſor JOHAN BON, in den ouderdom van ruim 75 Jaren.

F. JOH. GALLE, Vreederechter.

. Heden overleed alhier tot de grievendſte ſmerte van mij en mijne zes Kinderen, mijne geliefde Huisvrouw JOHANNA FRANCISCA BECKERS, na eene ziekte van ruim vier maanden, in den ouderdom van ruim 58 jaren, waar van ik langs dezen gebruikelijken weg kennis geef aan Vrienden en Naastbeſtaande, verzoekende van brieven van rouwbeklag verſchoond te blijven.

's Bosch den 25 Augustus 1812.

JOH. A. NUYTS.

. De Maire der ſtad 's Hertogenbosch, maakt aan het publiek bekend, dat op Vrijdag den 11 September 1812, des voormiddags ten elf uren op het ſtadhuis bij inſchrijving aan de minstaannemende zal worden aanbeſteed, het leggen van *Klinkerpaden* langs eenige ſtraten binnen gemelde ſtad, gedurende het ſaiſoen van den jaren 1812; zullende de finale aanbeſteding op Dingsdag den 15 September daaraanvolgende, mede, ten elf uren ſmorgens op het Stadhuis voornoemd plaats hebben.

De conditien en voorwaarde der aanbeſteding zijn ter ſecretarij van de Mairie berustende, alwaar dezelve voor een ieder ter leezing liggen.

. De Maire der ſtad 's Hertogenbosch, maakt aan het publiek bekend, dat op Zaturdag den 12 September 1812, des voormiddags ten elf uren op het Stadhuis bij inſchrijving aan aan de minstbiedende zal worden aanbeſteed, het leveren van zes en dertig Mudden *Kluit-Kalk*; zullende de finale aanbeſteding op Woensdag den 16 September 1812 mede, ten elf uren voornoemd op het Stadhuis plaats hebben.

De conditien en voorwaarden, dezer aanbeſteding zijn ter ſecretarije van de Mairie berustende alwaar dezelve voor een ieder ter leezing liggen.

. Op Dingsdag den 8 September 1812 en 4 volgende dagen des namiddags om 2 uren, zullen de Boekverkopers *D. Noman en Zoon* te 's Bosch, ten hunnen huize verkopen, eene ſchoone verzameling van wel gebonde BOEKEN in de Latijnſche, Franſche en Hollandſche Talen, Landkaarten, prenten, enz., enz.; nagelaten door de Heer I. BLES, in leven ſecretaris van Tilburg en Goirle en door den Wel Eerw. Heer APELDOORN in leven Predikant te Waalre en Aalst.

Een tweede Catalogus beſtaande in eene Bibliotheek, een Kabinet met Inſekten, Rariteiten en Boekekasten, behorende aan den Wel Eerw. Heer B. BRUYST Predikant te St. Michelsgestel.

De Catalogus is voor 18 centimes te bekomen bij bovengemelde Boekhandelaars.

A Bois-le-Duc, de l'Imprimerie du Journal, chez E. LION, ET FILS, Imprimeurs et Libraires, rue de l'église, 1812.